

Yukon Surface Rights Board
Annual Report - Access to Information Act
April 1, 2019 - March 31, 2020

Statistical Summary of Requests

Board applications and case decision files are open for public viewing at the Board's reading room or through the Board's web site (www.yukonsurfacerights.ca). There was no request for information under the *Access to Information Act* during the period April 1, 2019 – March 31, 2020.

General Information

Background

The purpose of the Access to Information Act is to extend the present laws of Canada to provide a right of access to information in records under the control of a government institution in accordance with the principles that the government information should be available to the public, that necessary exceptions to the right of access should be limited and specific and that decisions on the disclosure of government information should be reviewed independently of government. In accordance with section 72 of the Access to Information Act, the head of every government institution shall prepare for submission to Parliament an annual report on the administration of the Act within the institution during each financial year (S. 72.1), and that every report prepared under subsection (1) shall be laid before each House of Parliament within three months after the financial year in respect of which it is made or, if that House is not then sitting, on any of the first fifteen days next thereafter that it is sitting (S. 72.2).

The Yukon Surface Rights Board Act c.43 came into force on February 14, 1995. The Act called for the establishment of a quasi-judicial tribunal, the Yukon Surface Rights Board (the "Board"). The Board resolves disputes regarding surface rights issues falling within its jurisdiction.

The Act was drafted to reflect the principles established in Chapter 8 of the Umbrella Final Agreement (the "UFA"), the framework comprehensive land claim agreement made between the Government of Canada, the Council for Yukon Indians (now the Council of Yukon First Nations – "CYFN") and the Government of the Yukon. The Act and the Board's Rules of Procedure guide the functions of the Board.

Responsibilities

The Board's jurisdiction is derived from several federal and territorial (Yukon) statutes. The prime authority for the Board's jurisdiction is the *Yukon Surface Rights Board Act* (Canada). Pursuant to this Act and as its primary mandate, the Board may hear and render decisions on access disputes between surface and subsurface rights holders in the Yukon. The Board may also hear matters relating to disputes concerning specified substances (e.g. earth, clay, shale, gypsum, gravel, and marl), quarries, and the expropriation of Settlement Land. In addition, matters relating to security and compensation for activities occurring on quartz and placer claims may be heard by the

Board, as provided for in the *Quartz Mining Act* (Yukon) and the *Placer Mining Act* (Yukon).

Legislation

- *Yukon Surface Rights Board Act* (Canada)
- *Placer Mining Act* (Yukon)
- *Quartz Mining Act* (Yukon)
- *Expropriation Act* (Canada)
- *Radiocommunication Act* (Canada)
- *Yukon First Nations Land Claim Settlement Act* (Canada)
- *Yukon First Nations Self-Government Act* (Canada)

Organization

The Act provides for a Chairperson and up to 10 members to be appointed to sit on the Board by the Minister of Indigenous and Northern Affairs. Half of the members are nominated by CYFN and the other half by the federal Government of Canada. The federal government nominations are made in consultation with the Government of the Yukon. The Chairperson is nominated by the members of the Board. Since the Act came into force, the Board has been comprised of a maximum of 4 members and a Chairperson.

Structure and organization of institution to fulfill access to information act responsibilities

The Executive Director of the Yukon Surface Rights Board has all delegated responsibilities for fulfilling all *Access to Information Act* responsibilities.

Statistical report

See the attached statistical report for details regarding the number and disposition of requests received during the year.

Interpretation of statistical report

There was no request for the fiscal year 2019-2020.

Education and training

There was no education or training pertaining to the *Access to Information Act* for 2019-2020.

Policies, guidelines and procedures

No new policies, guidelines or procedures related to the *Access to Information Act* were implemented for 2019-2020.

Complaints and investigations

There were no complaints pursuant to the *Access to Information Act* in 2019-2020.

Time monitoring

No time monitoring relating to processing access to information requests were conducted in 2019-2020.

Appeals to federal court

There were no appeals to the Federal Court concerning matters under the *Access to Information Act* in 2019-2020.

Office des droits de surface du Yukon
Rapport annuel d'activités reliées à la *Loi sur l'accès à l'information*
pour la période allant du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Rapport statistique sur les demandes

Les dossiers de l'Office sur les demandes et les décisions sont mis à la disposition du public dans la salle de lecture de l'Office ou sur son site web (www.yukonsurfacerights.com). Il n'y a eu aucune demande officielle de renseignements en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* pendant la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

Renseignements généraux

Contexte

La Loi sur l'accès à l'information a pour objet d'élargir l'accès aux documents de l'administration fédérales en consacrant le principe du droit du public à leur communication, les exception indispensables à ce droit étant précises et limitées et les décisions quant à la communication étant susceptibles de recours indépendants du pouvoir exécutif. En accordance avec l'article 72 de la Loi sur l'accès à l'information, à la fin de chaque exercice, chacun des responsables d'une institution fédérale établit pour présentation au Parlement le rapport d'application de la présente loi en ce qui concerne son institution (art. 72.1), et que dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice, les rapports visés au paragraphe (1) sont déposés devant chaque chambre du Parlement ou, si elle ne siège pas, dans les quinze premiers jours de séance ultérieurs (art. 72.2).

La Loi sur l'Office des droits de surface du Yukon, ch. 43 (la "Loi") est entrée en vigueur le 14 février 1995. La Loi exige qu'un Office quasi judiciaire soit mis en place, soit l'Office des droits de surface du Yukon. L'Office a comme mandat principal, de régler les différends touchant les droits de surface des terres qui relèvent de sa compétence.

La Loi a été rédigée pour inclure les principes établis au Chapitre 8 de l'accord-cadre définitif et l'entente sur la revendication territoriale globale entre le gouvernement du Canada, le Conseil des Indiens du Yukon (maintenant le Conseil des Premières nations du Yukon) et le gouvernement du Yukon. La Loi et les règles de procédures de l'Office servent à guider les fonctions de l'Office.

Mandat

L'autorité judiciaire de l'Office découle de plusieurs lois fédérales et territoriales (Yukon). L'autorité judiciaire première de l'Office est la *Loi sur l'Office des droits de surface du Yukon* (Canada). En vertu de cette Loi, l'Office entend et prend des décisions sur les droits d'exploitation de la surface et du sous-sol sur l'accès aux terres du Yukon. L'Office peut également entendre des demandes touchant des matières spécifiques (p. ex., terre, argile, schiste, gypse, gravier et marne), l'exploitation des carrières et l'expropriation de terre désignée. De plus, l'Office peut également entendre des demandes liées à la sécurité et à la compensation pour des activités ayant eu lieu

dans des concessions de quartz et d'extraction d'or tel que stipulé dans la *Loi sur l'extraction du quartz* (Yukon) et la *Loi sur l'extraction de l'or* (Yukon).

Législation pertinente

- *Loi sur l'Office des droits de surface du Yukon* (Canada)
- *Loi sur l'extraction de l'or* (Yukon)
- *Loi sur l'extraction du quartz* (Yukon)
- *Loi sur l'expropriation* (Canada)
- *Loi sur la Radiocommunication* (Canada)
- *Loi sur le Règlement des revendications territoriales des Premières nations du Yukon* (Canada)
- *Loi sur l'autonomie gouvernementale des Premières nations du Yukon* (Canada)

Structure organisationnelle

La Loi prévoit que l'Office peut compter un président et un maximum de 10 membres nommés pour siéger par La ministre des Affaires autochtones et du Nord Canada. La moitié des membres seraient proposés par le Conseil des Premières nations du Yukon et l'autre moitié, par le gouvernement fédéral du Canada. Les nominations du gouvernement fédéral sont faites en consultation avec le gouvernement du Yukon. Le président de l'Office est proposé par les membres de l'Office. Depuis que la Loi est entrée en vigueur l'Office compte un maximum de quatre membres et un président.

Structure et organisation de l'institution pour s'acquitter a ses responsabilités en vertu de la loi sur l'accès à l'information

Le Directeur Exécutif du *l'Office des droits de surface du Yukon* est responsable de s'acquitter de toutes responsabilités déléguées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*.

Rapport statistique

Voir le rapport statistique ci-joint contenant les détails sur le nombre de demandes reçues et traitées au cours de l'année.

Interprétation du rapport statistique

Il n'y a eu aucune demande pour l'exercice fiscal 2019-2020.

Éducation et formation

Il n'y a eu aucun enseignement ou formation en rapport avec la *Loi sur l'accès à l'information* en 2019-2020.

Politiques, lignes directrices et procédures

Aucune nouvelle politique, ligne directrice ou procédure concernant la *Loi sur l'accès à l'information* n'a été mise en œuvre en 2019-2020.

Plaintes et enquêtes

Il n'y a eu aucune plainte ou enquête conformément à la *Loi sur l'accès à l'information* en 2019-2020.

Suivi du temps

Aucun suivi du temps requis pour le traitement des demandes d'accès à l'information n'a été effectué en 2019-2020.

Appels en cour fédérale

En 2019-2020, aucun appel n'a été logé auprès de la Cour fédérale en ce qui concerne les demandes soumises à la *Loi sur l'accès à l'information*.

**Yukon Surface Rights Board
Annual Report - *Privacy Act*
April 1, 2019 - March 31, 2020**

Statistical Summary of Requests

Board applications and case decision files are open for public viewing at the Board's reading room or through the Board's web site (www.yukonsurfacerights.com). There was no formal request for information under the *Privacy Act* during the period April 1, 2019 – March 31, 2020.

General Information

Background

The purpose of the Privacy Act is to extend the present laws of Canada that protect the privacy of individuals with respect to personal information about themselves held by a government institution and that provide individuals with a right of access to that information.

In accordance with section 72 of the Privacy Act, the head of every government institution shall prepare for submission to Parliament an annual report on the administration of the Act within the institution during each financial year (S. 72.1), and that every report prepared under subsection (1) shall be laid before each House of Parliament within three months after the financial year in respect of which it is made or, if that House is not then sitting, on any of the first fifteen days next thereafter that it is sitting (S. 72.2).

The Yukon Surface Rights Board Act c.43 (the "Act") came into force on February 14, 1995. The Act called for the establishment of a quasi-judicial tribunal, the Yukon Surface Rights Board (the "Board"). The Board resolves disputes regarding surface rights issues falling within its jurisdiction.

The Act was drafted to reflect the principles established in Chapter 8 of the Umbrella Final Agreement (the "UFA"), the framework comprehensive land claim agreement made between the Government of Canada, the Council for Yukon Indians (now the Council of Yukon First Nations – "CYFN") and the Government of the Yukon. The Act and the Board's Rules of Procedure guide the functions of the Board.

Responsibilities

The Board's jurisdiction is derived from several federal and territorial (Yukon) statutes. The prime authority for the Board's jurisdiction is the *Yukon Surface Rights Board Act* (Canada). Pursuant to this *Act* and as its primary mandate, the Board may hear and render decisions on access disputes between surface and subsurface rights holders in the Yukon. The Board may also hear matters relating to disputes concerning specified

substances (e.g. earth, clay, shale, gypsum, gravel, and marl), quarries, and the expropriation of Settlement Land. In addition, matters relating to security and compensation for activities occurring on quartz and placer claims may be heard by the Board, as provided for in the *Quartz Mining Act* (Yukon) and the *Placer Mining Act* (Yukon).

Legislation

- *Yukon Surface Rights Board Act* (Canada)
- *Placer Mining Act* (Yukon)
- *Quartz Mining Act* (Yukon)
- *Expropriation Act* (Canada)
- *Radiocommunication Act* (Canada)
- *Yukon First Nations Land Claim Settlement Act* (Canada)
- *Yukon First Nations Self-Government Act* (Canada)

Organization

The Act provides for a Chairperson and up to 10 members to be appointed to sit on the Board by the Minister of Indigenous and Northern Affairs. Half of the members are nominated by CYFN and the other half by the federal Government of Canada. The federal government nominations are made in consultation with the Government of the Yukon. The Chairperson is nominated by the members of the Board. Since the Act came into force, the Board has been comprised of a maximum of 4 members and a Chairperson.

Structure and organization of institution to fulfill privacy act responsibilities

The Executive Director of the Yukon Surface Rights Board has been delegated all responsibilities for fulfilling all *Privacy Act* responsibilities.

Statistical report

See the attached statistical report for details regarding the number and disposition of requests received during the year.

Interpretation of statistical report

There were no requests for the fiscal year 2019-2020.

Privacy impact assessments and preliminary privacy impact assessments

No Privacy Impact Assessments or Preliminary Privacy Impact Assessments were

initiated in 2019-2020.

Education and training

There was no education or training pertaining to the *Privacy Act* for 2019-2020.

Policies, guidelines and procedures

No new policies, guidelines or procedures related to the *Privacy Act* were implemented for 2019-2020.

Complaints and investigations

There were no complaints pursuant to the *Privacy Act* in 2019-2020.

Privacy breaches

No privacy breaches occurred.

Time monitoring

No time monitoring relating to processing privacy requests and request for the correction of personal information was conducted in 2019-2020.

Appeals to federal court

There were no appeals to the Federal Court concerning matters under the *Privacy Act* in 2019-2020.

Privacy impact assessment (pia)

No Privacy Impact Assessments (PIAs) were completed during the 2019-2020 reporting period.

Disclosures made pursuant to paragraph 8(2)(m) of the *Privacy Act*

No disclosures were made pursuant to paragraph 8(2)(m) of the *Privacy Act* in 2019-2020.

Office des droits de surface du Yukon
Rapport annuel d'activités reliées à la
Loi sur la protection des renseignements personnels
pour la période allant du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Rapport statistique sur les demandes

Les dossiers de l'Office sur les demandes et les décisions sont mis à la disposition du public dans la salle de lecture de l'Office ou sur son site web (www.yukonsurfacerights.com). Il n'y a eu aucune demande officielle de renseignements en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* pour la période allant du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

Renseignements généraux

Contexte

La *Loi sur la protection des renseignements personnels* a pour objet de compléter la législation canadienne en matière de protection des renseignements personnels relevant des institutions fédérales et de droit d'accès des individus aux renseignements personnels qui les concernent.

En accordance avec l'article 72 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, à la fin de chaque exercice, chacun des responsables d'une institution fédérale établit pour présentation au Parlement le rapport d'application de la présente loi en ce qui concerne son institution (art. 72.1), et que dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice, les rapports visés au paragraphe (1) sont déposés devant chaque chambre du Parlement ou, si elle ne siège pas, dans les quinze premiers jours de séance ultérieurs (art. 72.2).

La Loi sur l'Office des droits de surface du Yukon, ch. 43 (la "Loi") est entrée en vigueur le 14 février 1995. La Loi exige qu'un Office quasi judiciaire soit mis en place, soit l'Office des droits de surface du Yukon. L'Office a comme mandat principal, de régler les différends touchant les droits de surface des terres qui relèvent de sa compétence.

La Loi a été rédigée pour inclure les principes établis au Chapitre 8 de l'accord-cadre définitif et l'entente sur la revendication territoriale globale entre le gouvernement du Canada, le Conseil des Indiens du Yukon (maintenant le Conseil des Premières nations du Yukon) et le gouvernement du Yukon. La Loi et les règles de procédures de l'Office servent à guider les fonctions de l'Office.

Mandat

L'autorité judiciaire de l'Office découle de plusieurs lois fédérales et territoriales (Yukon). L'autorité judiciaire première de l'Office est la *Loi sur l'Office des droits de surface du Yukon* (Canada). En vertu de cette Loi, l'Office entend et prend des

décisions sur les droits d'exploitation de la surface et du sous-sol sur l'accès aux terres du Yukon. L'Office peut également entendre des demandes touchant des matières spécifiques (p. ex., terre, argile, schiste, gypse, gravier et marne), l'exploitation des carrières et l'expropriation de terre désignée. De plus, l'Office peut également entendre des demandes liées à la sécurité et à la compensation pour des activités ayant eu lieu dans des concessions de quartz et d'extraction d'or tel que stipulé dans la *Loi sur l'extraction du quartz* (Yukon) et la *Loi sur l'extraction de l'or* (Yukon).

Législation pertinente

- *Loi sur l'Office des droits de surface du Yukon* (Canada)
- *Loi sur l'extraction de l'or* (Yukon)
- *Loi sur l'extraction du quartz* (Yukon)
- *Loi sur l'expropriation* (Canada)
- *Loi sur la Radiocommunication* (Canada)
- *Loi sur le Règlement des revendications territoriales des Premières nations du Yukon* (Canada)
- *Loi sur l'autonomie gouvernementale des Premières nations du Yukon* (Canada)

Structure organisationnelle

La Loi prévoit que l'Office peut compter un président et un maximum de 10 membres nommés pour siéger par le ministre des Affaires autochtones et du Nord Canada. La moitié des membres seraient proposés par le Conseil des Premières nations du Yukon et l'autre moitié, par le gouvernement fédéral du Canada. Les nominations du gouvernement fédéral sont faites en consultation avec le gouvernement du Yukon. Le président de l'Office est proposé par les membres de l'Office. Depuis que la Loi est entrée en vigueur l'Office compte un maximum de quatre membres et un président.

Structure et organisation de l'institution pour s'acquitter a ses responsabilités en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Le Directeur Exécutif du *l'Office des droits de surface du Yukon* est responsable de s'acquitter de toutes responsabilités déléguées en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Rapport statistique

Voir le rapport statistique ci-joint contenant les détails sur le nombre de demandes reçues et traitées au cours de l'année.

Interprétation du rapport statistique

Il n'y a eu aucune demande pour l'exercice fiscal 2019-2020.

Évaluations d'incidences sur la protection des renseignements personnels et évaluations préliminaires d'incidences sur la protection des renseignements personnels

Il n'y a eu aucune initiative relative aux évaluations d'incidences sur la protection des renseignements personnels ou évaluations préliminaires d'incidences en 2019-2020.

Éducation et formation

Il n'y a eu aucun enseignement ou formation en rapport avec la *Loi sur la protection des renseignements personnels* en 2019-2020.

Politiques, lignes directrices et procédures

Aucune nouvelle politique, ligne directrice ou procédure concernant la *Loi sur la protection des renseignements personnels* n'a été mise en œuvre en 2019-2020.

Plaintes et enquêtes

Il n'y a eu aucune plainte ou enquête conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* en 2019-2020.

Infractions à la protection des renseignements personnels

Il n'y a eu aucune infraction à la protection des renseignements personnels.

Suivi du temps

Aucun suivi du temps requis pour le traitement des demandes d'accès à des renseignements personnels et des demandes de correction de renseignements personnels n'a été effectué en 2019-2020.

Appels en cour fédérale

En 2019-2020, aucun appel n'a été logé auprès de la Cour fédérale en ce qui concerne les demandes soumises à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Les évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP)

Aucune évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP) n'a été complétée durant l'exercice 2019-2020.

Divulgations faites en vertu de l'alinéa 8(2)(m) de la *Loi sur la protection de renseignements personnels*

Aucune divulgation n'a été effectuée en vertu de l'alinéa 8(2)(m) de la *Loi sur la protection de renseignements personnels* en 2019-2020.



Statistical Report on the Access to Information Act

Name of institution: Yukon Surface Rights Board

Reporting period: 2019-04-01 to 2020-03-31

Section 1: Requests Under the Access to Information Act

1.1 Number of requests

	Number of Requests
Received during reporting period	0
Outstanding from previous reporting period	0
Total	0
Closed during reporting period	0
Carried over to next reporting period	0

1.2 Sources of requests

Source	Number of Requests
Media	0
Academia	0
Business (private sector)	0
Organization	0
Public	0
Decline to Identify	0
Total	0

1.3 Informal requests

Completion Time							Total
1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
0	0	0	0	0	0	0	0

Note: All requests previously recorded as “treated informally” will now be accounted for in this section only.

3.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
13(1)(a)	0	16(2)	0	18(a)	0	20.1	0
13(1)(b)	0	16(2)(a)	0	18(b)	0	20.2	0
13(1)(c)	0	16(2)(b)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)(d)	0	16(2)(c)	0	18(d)	0	21(1)(a)	0
13(1)(e)	0	16(3)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	0
14	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	0
14(a)	0	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	0
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)(d)	0	19(1)	0	22.1(1)	0
15(1) - I.A.*	0	16.2(1)	0	20(1)(a)	0	23	0
15(1) - Def.*	0	16.3	0	20(1)(b)	0	23.1	0
15(1) - S.A.*	0	16.31	0	20(1)(b.1)	0	24(1)	0
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(a)	0	20(1)(c)	0	26	0
16(1)(a)(ii)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(d)	0		
16(1)(a)(iii)	0	16.5	0				
16(1)(b)	0	16.6	0				
16(1)(c)	0	17	0				
16(1)(d)	0						

* I.A.: International Affairs Def.: Defence of Canada S.A.: Subversive Activities

3.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
68(a)	0	69(1)	0	69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(a)	0	69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(b)	0	69(1)(g) re (c)	0
68.1	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (d)	0
68.2(a)	0	69(1)(d)	0	69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	0	69(1)(e)	0	69(1)(g) re (f)	0
		69(1)(f)	0	69.1(1)	0

3.4 Format of information released

Paper	Electronic	Other
0	0	0

3.5 Complexity

3.5.1 Relevant pages processed and disclosed

Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
0	0	0

3.5.2 Relevant pages processed and disclosed by size of requests

Disposition	Less Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

3.5.3 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Assessment of Fees	Legal Advice Sought	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

3.6 Closed requests

3.6.1 Number of requests closed within legislated timelines

	Requests closed within legislated timelines
Number of requests closed within legislated timelines	0
Percentage of requests closed within legislated timelines (%)	0

3.7 Deemed refusals

3.7.1 Reasons for not meeting legislated timelines

Number of Requests Closed Past the Legislated Timelines	Principal Reason			
	Interference with Operations / Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other
0	0	0	0	0

3.7.2 Requests closed beyond legislated timelines (including any extension taken)

Number of Days Past Legislated Timelines	Number of Requests Past Legislated Timeline Where No Extension Was Taken	Number of Requests Past Legislated Timeline Where an Extension Was Taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	0	0
Total	0	0	0

3.8 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

Section 4: Extensions

4.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of Requests Where an Extension Was Taken	9(1)(a) Interference With Operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
All disclosed	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

4.2 Length of extensions

Length of Extensions	9(1)(a) Interference With Operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
30 days or less	0	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0	0
365 days or more	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Section 5: Fees

Fee Type	Fee Collected		Fee Waived or Refunded	
	Requests	Amount	Requests	Amount
Application	0	\$0	0	\$0
Other fees	0	\$0	0	\$0
Total	0	\$0	0	\$0

Section 6: Consultations Received From Other Institutions and Organizations

6.1 Consultations received from other Government of Canada institutions and organizations

Consultations	Other Government of Canada Institutions	Number of Pages to Review	Other Organizations	Number of Pages to Review
Received during reporting period	0	0	0	0
Outstanding from the previous reporting period	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Closed during the reporting period	0	0	0	0
Carried over to next reporting period	0	0	0	0

7.2 Requests with Privy Council Office

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101–500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Request	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 8: Complaints and investigations

Section 32 Notice of intention to investigate	Subsection 30(5) Ceased to investigate	Section 35 Formal representations	Section 37 Reports of finding received	Section 37 Reports of finding containing recommendations issued by the Information Commissioner	Section 37 Reports of finding containing orders issued by the Information Commissioner
0	0	0	0	0	0

Section 9: Court Action

9.1 Court actions on complaints received before June 21, 2019 and on-going

Section 41 (before June 21, 2019)	Section 42	Section 44
0	0	0

9.2 Court actions on complaints received after June 21, 2019

Section 41 (after June 21, 2019)				
Complainant (1)	Institution (2)	Third Party (3)	Privacy Commissioner (4)	Total
0	0	0	0	0

Section 10: Resources Related to the Access to Information Act

10.1 Costs

Expenditures		Amount
Salaries		\$0
Overtime		\$0
Goods and Services		\$0
• Professional services contracts	\$0	
• Other	\$0	
Total		\$0

10.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Access to Information Activities
Full-time employees	0.00
Part-time and casual employees	0.00
Regional staff	0.00
Consultants and agency personnel	0.00
Students	0.00
Total	0.00

Note: Enter values to two decimal places.

Statistical Report on the *Privacy Act*

Name of institution: _____

Reporting period: 2019-04-01 to 2020-03-31

Section 1: Requests Under the *Privacy Act*

1.1 Number of requests

	Number of Requests
Received during reporting period	0
Outstanding from previous reporting period	0
Total	0
Closed during reporting period	0
Carried over to next reporting period	0

Section 2: Requests Closed During the Reporting Period

2.1 Disposition and completion time

Disposition of Requests	Completion Time							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	more Than 365 Days	
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

2.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
18(2)	0	22(1)(a)(i)	0	23(a)	0
19(1)(a)	0	22(1)(a)(ii)	0	23(b)	0
19(1)(b)	0	22(1)(a)(iii)	0	24(a)	0
19(1)(c)	0	22(1)(b)	0	24(b)	0
19(1)(d)	0	22(1)(c)	0	25	0
19(1)(e)	0	22(2)	0	26	0
19(1)(f)	0	22.1	0	27	0
20	0	22.2	0	27.1	0
21	0	22.3	0	28	0
		22.4	0		

2.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
69(1)(a)	0	70(1)	0	70(1)(d)	0
69(1)(b)	0	70(1)(a)	0	70(1)(e)	0
69.1	0	70(1)(b)	0	70(1)(f)	0
		70(1)(c)	0	70.1	0

2.4 Format of information released

Paper	Electronic	Other
0	0	0

2.5.3 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Legal Advice Sought	Interwoven Information	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

2.6 Closed requests

2.6.1 Number of requests closed within legislated timelines

	Requests closed within legislated timelines
Number of requests closed within legislated timelines	0
Percentage of requests closed within legislated timelines (%)	0

2.7 Deemed refusals

2.7.1 Reasons for not meeting legislated timelines

Number of Requests Closed Past the Legislated Timelines	Principal Reason			
	Interference with Operations / Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other
0	0	0	0	0

2.7.2 Requests closed beyond legislated timelines (including any extension taken)

Number of Days Past Legislated Timelines	Number of Requests Past Legislated Timeline Where No Extension Was Taken	Number of Requests Past Legislated Timelines Where an Extension Was Taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	0	0
Total	0	0	0

2.8 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

5.2 Length of extensions

Length of Extensions	15(a)(i) Interference with operations				15 (a)(ii) Consultation			15(b) Translation purposes or conversion
	Further review required to determine exemptions	Large volume of pages	Large volume of requests	Documents are difficult to obtain	Cabinet Confidence Section (Section 70)	External	Internal	
1 to 15 days	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0	0	0	0	0	0
31 days or greater								0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 6: Consultations Received From Other Institutions and Organizations

6.1 Consultations received from other Government of Canada institutions and other organizations

Consultations	Other Government of Canada Institutions	Number of Pages to Review	Other Organizations	Number of Pages to Review
Received during the reporting period	0	0	0	0
Outstanding from the previous reporting period	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Closed during the reporting period	0	0	0	0
Carried over to the next reporting period	0	0	0	0

Section 8: Complaints and Investigations Notices Received

Section 31	Section 33	Section 35	Court action	Total
0	0	0	0	0

Section 9: Privacy Impact Assessments (PIA) and Personal Information Banks (PIB)**9.1 Privacy Impact Assessments**

Number of PIA(s) completed	0
----------------------------	---

9.2 Personal Information Banks

Personal Information Banks	Active	Created	Terminated	Modified
	0	0	0	0

Section 10: Material Privacy Breaches

Number of material privacy breaches reported to TBS	0
Number of material privacy breaches reported to OPC	0

Section 11: Resources Related to the *Privacy Act***11.1 Costs**

Expenditures		Amount
Salaries		\$0
Overtime		\$0
Goods and Services		\$0
• Professional services contracts	\$0	
• Other	\$0	
Total		\$0

11.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Privacy Activities
Full-time employees	0.00
Part-time and casual employees	0.00
Regional staff	0.00
Consultants and agency personnel	0.00
Students	0.00
Total	0.00

Note: Enter values to two decimal places.

Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information

Nom de l'institution: _____

Période d'établissement de rapport : _____ 4/1/2019 _____ au _____ 3/31/2020 _____

Section 1 – Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

1.1 Nombre de demandes

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0
Total	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	0

1.2 Source des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	0
Secteur universitaire	0
Secteur commercial (secteur privé)	0
Organisation	0
Public	0
Refus de s'identifier	0
Total	0

1.3 Demandes informelles

Délai de traitement							Total
1 à 15 Jours	16 à 30 Jours	31 à 60 Jours	61 à 120 Jours	121 à 180 Jours	181 à 365 Jours	Plus de 365 Jours	
0	0	0	0	0	0	0	0

Remarque : Toutes les demandes documentées comme étant « traitées de façon informelle » seront désormais indiquées dans cette section seulement.

3.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
13(1)(a)	0	16(2)	0	18(a)	0	20.1	0
13(1)(b)	0	16(2)(a)	0	18(b)	0	20.2	0
13(1)(c)	0	16(2)(b)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)(d)	0	16(2)(c)	0	18(d)	0	21(1)(a)	0
13(1)(e)	0	16(3)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	0
14	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	0
14(a)	0	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	0
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)(d)	0	19(1)	0	22.1(1)	0
15(1) - A.I.*	0	16.2(1)	0	20(1)(a)	0	23	0
15(1) - Déf.*	0	16.3	0	20(1)(b)	0	23.1	0
15(1) - A.S.*	0	16.31	0	20(1)(b.1)	0	24(1)	0
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(a)	0	20(1)(c)	0	26	0
16(1)(a)(ii)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(d)	0		
16(1)(a)(iii)	0	16.5	0				
16(1)(b)	0	16.6	0				
16(1)(c)	0	17	0				
16(1)(d)	0						

*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

3.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
68(a)	0	69(1)	0	69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(a)	0	69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(b)	0	69(1)(g) re (c)	0
68.1	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (d)	0
68.2(a)	0	69(1)(d)	0	69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	0	69(1)(e)	0	69(1)(g) re (f)	0
		69(1)(f)	0	69.1(1)	0

3.4 Support des documents communiqués

Papier	Électronique	Autres
0	0	0

3.5 Complexité

3.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées

Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

3.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		101 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

3.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Estimation des frais	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

3.6 Demandes fermées

3.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi

	Demandes fermées dans les délais prévus par la loi
Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi	0
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la loi (%)	0

3.7 Présomptions de refus

3.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la loi

Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi	Motif principal			
	Entravene au fonctionnement / Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autre
0	0	0	0	0

3.7.2 Demandes fermées au-dela des délais prévus par la loi (y compris toute prolongation prise)

Nombre de jours de retard au delà des délais prévus par la loi	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où aucune prolongation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où une prolongation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	0	0	0

3.8 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

Section 4: Prorogations

4.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes où le délai a été prorogé	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

4.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
30 jours ou moins	0	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Section 5: Frais

Type de frais	Frais perçus		Frais dispensés ou remboursés	
	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant
Présentation	0	\$0	0	\$0
Autres frais	0	\$0	0	\$0
Total	0	\$0	0	\$0

Section 8: Plaintes et enquêtes

Article 32 Avis d'enquête	Article 30(5) Cessation de l'enquête	Article 35 Présenter des observations	Article 37 Compte rendus de conclusion reçus	Article 37 Compte rendus de conclusion contenant des recommandations émis par la Commissaire de l'information	Article 37 Compte rendus de conclusion contenant des ordonnances émis par la Commissaire de l'information
0	0	0	0	0	0

Section 9: Recours judiciaire

9.1 Recours judiciaires sur les plaintes reçues avant le 21 juin 2019 et au-delà

Article 41 (avant 21 juin 2019)	Article 42	Article 44
0	0	0

9.2 Recours judiciaires sur les plaintes reçues après le 21 juin 2019

Article 41 (après 21 juin 2019)				
Plaignant (1)	Institution (2)	Tier (3)	Commissaire à la protection de la vie privée (4)	Total
0	0	0	0	0

Section 10: Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information

10.1 Coûts

Dépenses	Montant
Salaires	\$0
Heures supplémentaires	\$0
Biens et services	\$0
• Contrats de services professionnels	\$0
• Autres	\$0
Total	\$0

10.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information
Employés à temps plein	0.00
Employés à temps partiel et occasionnels	0.00
Employés régionaux	0.00
Experts-conseils et personnel d'agence	0.00
Étudiants	0.00
Total	0.00

Remarque : Entrer des valeurs à deux décimales.

Rapport statistique sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Nom de l'institution: l'Office des droits de surface du Yukon

Période d'établissement de rapport : 4/1/2019 au 3/31/2020

Section 1: Demandes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0
Total	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	0

Section 2: Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

2.1 Disposition et délai de traitement

Disposition des demandes	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

2.2 Exceptions

Article	demandes	Article	demandes	Article	demandes
18(2)	0	22(1)(a)(i)	0	23(a)	0
19(1)(a)	0	22(1)(a)(ii)	0	23(b)	0
19(1)(b)	0	22(1)(a)(iii)	0	24(a)	0
19(1)(c)	0	22(1)(b)	0	24(b)	0
19(1)(d)	0	22(1)(c)	0	25	0
19(1)(e)	0	22(2)	0	26	0
19(1)(f)	0	22.1	0	27	0
20	0	22.2	0	27.1	0
21	0	22.3	0	28	0
		22.4	0		

2.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
69(1)(a)	0	70(1)	0	70(1)(d)	0
69(1)(b)	0	70(1)(a)	0	70(1)(e)	0
69.1	0	70(1)(b)	0	70(1)(f)	0
		70(1)(c)	0	70.1	0

2.4 Support des documents communiqués

Papier	Électronique	Autres
0	0	0

2.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Avis juridique	Renseignements entremêlés	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

2.6 Demandes fermées

2.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi

	Demandes fermées dans les délais prévus par la loi
Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi	0
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la loi (%)	0

2.7 Présomptions de refus

2.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la loi

Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi	Motif principal			
	Entrave au fonctionnement /Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
0	0	0	0	0

2.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi (y compris toute prolongation prise)

Nombre de jours au-delà des délais prévus par la loi	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où aucune prolongation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où une prolongation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	0	0	0

2.8 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

Section 3: Communications en vertu des paragraphes 8(2) et 8(5)

Alinéa 8(2)e)	Alinéa 8(2)m)	Paragraphe 8(5)	Total
0	0	0	0

Section 4: Demandes de correction de renseignements personnels et mentions

Disposition des demandes de correction reçues	Nombre
Mentions annexées	0
Demandes de correction acceptées	0
Total	0

Section 5: Prorogations

5.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Nombre de demandes pour lesquelles une prorogation a été prise	15(a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution <input type="checkbox"/>				15 (a)(ii) Consultation			15(b) Traduction ou cas de transfert
	Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions	Grand nombre de pages	Grand volume de demandes	Les documents sont difficiles à obtenir	Documents confidentiels du Cabinet (Article 70)	Externe	Interne	
0	0	0	0	0	0	0	0	0

5.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	15(a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution				15 (a)(ii) Consultation			15(b) Traduction ou cas de transfert
	Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions	Grand nombre de pages	Grand volume de demandes	Les documents sont difficiles à obtenir	Documents confidentiels du Cabinet (Article 70)	Externe	Interne	
1 à 15 jours	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 31 jours								0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 6: Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

6.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0

7.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 8: Plaintes et enquêtes

Article 31	Article 33	Article 35	Recours judiciaire	Total
0	0	0	0	0

Section 9: Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP)

9.1 Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée

Nombre d'ÉFVP terminées	0
-------------------------	---

9.2 Fichiers de renseignements personnels

Fichiers de renseignements personnels	Actifs	Créés	Supprimés	Modifiés
	0	0	0	0

Section 10: Atteintes substantielles à la vie privée

Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au SCT	0
Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au CPVP	0

Section 11: Ressources liées à la Loi sur la protection des renseignements personnels**11.1 Coûts**

Dépenses		Montant
Salaires		\$0
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$0
• Contrats de services professionnels	\$0	
• Autres	\$0	
Total		\$0

11.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à la protection des renseignements personnels
Employés à temps plein	0.00
Employés à temps partiel et occasionnels	0.00
Employés régionaux	0.00
Experts-conseils et personnel d'agence	0.00
Étudiants	0.00
Total	0.00

Remarque : Entrer des valeurs à deux décimales.

2019-2020 Supplemental Statistical Report – Requests affected by COVID-19 measures

In addition to completing the forms for the Statistical Reports on the ATIA and Privacy Act for 2019-20, institutions are asked to complete this Supplemental Report to help identify the impact of COVID-19 measures on institutional performance for 2019-20 and going forward. The data requirements are set out in the tables below.

Supplemental Statistical Report on the *Access to Information Act*

The following table reports the total number of formal requests received during two periods; 2019-04-01 to 2020-03-13 and 2020-03-14 to 2020-03-31.

Table 1 – Requests Received

		Column (Col.) 1
		Number of requests
Row 1	Received from 2019-04-01 to 2020-03-13	0
Row 2	Received from 2020-03-14 to 2020-03-31	0
Row 3	Total¹	0

¹ – Total for Row 3 should equal the total in the ATI Statistical Report section 1.1 Row 1

The following table reports the total number of requests closed within the legislated timelines and the number of closed requests that were deemed refusals during two periods 2019-04-01 to 2020-03-13 and 2020-03-14 to 2020-03-31.

Table 2 – Requests Closed

		Col. 1	Col. 2
		Number of requests closed within the legislated timelines	Number of requests closed past the legislated timelines
Row 1	Received from 2019-04-01 to 2020-03-13 and outstanding from previous reporting periods	0	0
Row 2	Received from 2020-03-14 to 2020-03-31	0	0
Row 3	Total²	0	0

² – Total for Row 3 Col. 1 should equal the total in the ATI Statistical Report section 3.6.1 Row 1 -- Total for Row 3 Col. 2 should equal the total in the ATI Statistical Report section 3.7.1. Col. 1 Row 1

The following table reports the total number of requests carried over during two periods; 2019-04-01 to 2020-03-13 and 2020-03-14 to 2020-03-31.

Table 3 – Requests Carried Over

		Col. 1
		Number of requests
Row 1	Requests received from 2019-04-01 to 2020-03-13 and outstanding from previous reporting period that were carried over to the 2020-2021 reporting period	0
Row 2	Requests received from 2020-03-14 to 2020-03-31 that were carried over to the 2020-2021 reporting period	0
Row 3	Total³	0

³ – Total for Row 3 should equal the total in the ATI Statistical Report section 1.1 Row 5

Supplemental Statistical Report on the *Privacy Act*

The following table reports the total number of formal requests received during two periods; 2019-04-01 to 2020-03-13 and 2020-03-14 to 2020-03-31.

Table 4 – Requests Received

		Column (Col.) 1
		Number of requests
Row 1	Received from 2019-04-01 to 2020-03-13	0
Row 2	Received from 2020-03-14 to 2020-03-31	0
Row 3	Total¹	0

¹ – Total for Row 3 should equal the total in the Privacy Statistical Report Section 1.1 Row 1

The following table reports the total number of requests closed within the legislated timelines and the number of closed requests that were deemed refusals during two periods 2019-04-01 to 2020-03-13 and 2020-03-14 to 2020-03-31.

Table 5 – Requests Closed

		Col. 1	Col. 2
		Number of requests closed within the legislated timelines	Number of requests closed past the legislated timelines
Row 1	Received from 2019-04-01 to 2020-03-13 and outstanding from previous reporting periods	0	0
Row 2	Received from 2020-03-14 to 2020-03-31	0	0
Row 3	Total²	0	0

² – Total for Row 3 Col. 1 should equal the total in the Privacy Statistical Report Section 2.6.1 Row 1 -- Total for Row 3 Col. 2 should equal the total in the Privacy Statistical Report Section 2.7.1. Col. 1 Row 1

The following table reports the total number of requests carried over during two periods; 2019-04-01 to 2020-03-13 and 2020-03-14 to 2020-03-31.

Table 6– Requests Carried Over

		Col. 1
		Number of requests
Row 1	Requests from 2019-04-01 to 2020-03-13 and outstanding from previous reporting period that were carried over to the 2020-2021 reporting period	0
Row 2	Requests from 2020-03-14 to 2020-03-31 that were carried over to the 2020-2021 reporting period	0
Row 3	Total³	0

³ – Total for Row 3 should equal the total in the Privacy Statistical Report Section 1.1 Row 5

Rapport statistique supplémentaire 2019-2020 – Demandes affectées par les mesures liées à la COVID-19

En plus de devoir remplir les formulaires pour les rapports statistiques sur la *Loi sur l'accès à l'information* (LAI) et la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (LPRP) pour 2019-2020, les institutions sont priées de remplir ce rapport supplémentaire afin de déterminer l'incidence des mesures liées à la COVID-19 sur le rendement institutionnel pour l'exercice financier de 2019-2020 et au-delà. Les exigences en matière de données sont présentées dans les tableaux ci-dessous.

Rapport statistique supplémentaire sur la *Loi sur l'accès à l'information*

Le tableau suivant indique le nombre total de demandes officielles reçues au cours de deux périodes : du 2019-04-01 au 2020-03-13 et du 2020-03-14 au 2020-03-31.

Tableau 1 – Demandes reçues

		Colonne 1
		Nombre de demandes
Ligne 1	Reçues du 2019-04-01 au 2020-03-13	0
Ligne 2	Reçues du 2020-03-14 au 2020-03-31	0
Ligne 3	Total¹	0

¹ – Le total de la ligne 3 doit correspondre au total indiqué à la ligne 1 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la LAI.

Le tableau suivant indique le nombre total de demandes fermées dans les délais prévus par la loi et le nombre de demandes fermées en présomption de refus au cours des deux périodes allant du 2019-04-01 au 2020-03-13 et du 2020-03-14 au 2020-03-31.

Tableau 2 – Demandes fermées

		Colonne 1	Colonne 2
		Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi	Nombre de demandes fermées après les délais prévus par la loi
Ligne 1	Reçues du 2019-04-01 au 2020-03-13 et en suspens à la fin des périodes d'établissement de rapports précédentes	0	0
Ligne 2	Reçues du 2020-03-14 au 2020-03-31	0	0
Ligne 3	Total²	0	0

² – Le total de la ligne 3, colonne 1 doit correspondre au total indiqué à la section 3.6.1 du Rapport statistique sur la LAI -- Le total de la ligne 3, colonne 2 doit correspondre au total indiqué à la section 3.7.1 du Rapport statistique sur la LAI. Colonne 1, ligne 1.

Le tableau suivant indique le nombre total de demandes reportées au cours de deux périodes : du 2019-04-01 au 2020-03-13 et du 2020-03-14 au 2020-03-31.

Tableau 3 – Demandes reportées

		Colonne 1
		Nombre de demandes
Ligne 1	Demandes reçues du 2019-04-01 au 2020-03-13 et demandes en suspens à la fin de la période d'établissement de rapports précédente qui ont été reportées à la période d'établissement de rapports 2020-2021	0
Ligne 2	Demandes reçues du 2020-03-14 au 2020-03-31 qui ont été reportées à la période d'établissement de rapports 2020-2021	0
Ligne 3	Total³	0

³ – Le total de la ligne 3 doit correspondre au total indiqué à la ligne 5 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la LAI.

Rapport statistique supplémentaire sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Le tableau suivant indique le nombre total de demandes officielles reçues au cours de deux périodes : du 2019-04-01 au 2020-03-13 et du 2020-03-14 au 2020-03-31.

Tableau 4 – Demandes reçues

		Colonne 1
		Nombre de demandes
Ligne 1	Reçues du 2019-04-01 au 2020-03-13	0
Ligne 2	Reçues du 2020-03-14 au 2020-03-31	0
Ligne 3	Total¹	0

¹ – Le total de la ligne 3 doit correspondre au total indiqué à la ligne 1 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la LPRP.

Le tableau suivant indique le nombre total de demandes fermées dans les délais prévus par la loi et le nombre de demandes fermées en présomption de refus au cours des deux périodes allant du 2019-04-01 au 2020-03-13 et du 2020-03-14 au 2020-03-31.

Tableau 5 – Demandes fermées

		Colonne 1	Colonne 2
		Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi	Nombre de demandes fermées après les délais prévus par la loi
Ligne 1	Reçues du 2019-04-01 au 2020-03-13 et en suspens à la fin des périodes d'établissement de rapports précédentes	0	0
Ligne 2	Reçues du 2020-03-14 au 2020-03-31	0	0
Ligne 3	Total²	0	0

² – Le total de la ligne 3, colonne 1 doit correspondre au total indiqué à la ligne 1 de la section 2.6.1 du Rapport statistique sur la LPRP -- Le total de la ligne 3, colonne 2 doit correspondre au total indiqué à la section 2.7.1 du Rapport statistique sur la LPRP. Colonne 1, ligne 1.

Le tableau suivant indique le nombre total de demandes reportées au cours de deux périodes : du 2019-04-01 au 2020-03-13 et du 2020-03-14 au 2020-03-31.

Tableau 6 – Demandes reportées

		Colonne 1
		Nombre de demandes
Ligne 1	Demandes reçues du 2019-04-01 au 2020-03-13 et demandes en suspens à la fin de la période d'établissement de rapports précédente qui ont été reportées à la période d'établissement de rapports 2020-2021	0
Ligne 2	Demandes reçues du 2020-03-14 au 2020-03-31 qui ont été reportées à la période d'établissement de rapports 2020-2021	0
Ligne 3	Total³	0

³ – Le total de la ligne 3 doit correspondre au total indiqué à la ligne 5 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la LPRP.